

**SAUNIER DUVAL**  
SITE DE NANTES (44)



**Saunier Duval**  
Toujours à vos côtés

**DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

---

**PIECE N°2**

---

**CONFORMITE AUX AMPG A ENREGISTREMENT**

---

**Extension du site :  
Création d'un nouvel atelier  
de traitement de surface et de peinture poudre**

**DEKRA Industrial SAS**  
**Activités QHSE**  
ZIL Rue de la Maison Neuve – BP 70413  
44819 SAINT HERBLAIN CEDEX

**Affaire n° : 53802414**

**Responsable de l'affaire**

Aude ESQUEVIN  
E-mail : aude.esquevin@dekra.com

## **SOMMAIRE**

<b>A - AUDIT DE CONFORMITE</b>	<b>4</b>
<b>B - DEMANDE DE DEROGATION</b>	<b>5</b>

## PREAMBULE

Selon l'article R. 512-46-4 du Code de l'environnement, le dossier d'enregistrement doit comprendre un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7

Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions.

Pour le nouvel atelier du site SAUNIER DUVAL, les textes applicables sont les suivants :

**Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

**Arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

La grille d'audit de conformité est présentée en annexe de ce présent document. Certains justificatifs et calculs sont détaillés dans les paragraphes suivants ou dans des pièces du dossier d'enregistrement.

**A - AUDIT DE CONFORMITE**  
**RUBRIQUE 2565 A ENREGISTREMENT**  
**RUBRIQUE 2940 A ENREGISTREMENT**

**Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Article 1er de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques 2564 ou 2565 de la nomenclature des installations classées.	PI	-	Le site est à enregistrement sous la rubrique 2565 pour son activité de traitement de surface. Le projet consiste à ajouter une ligne de traitement de surface dans un nouveau bâtiment.
Le présent arrêté s'applique aux installations nouvelles enregistrées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi qu'aux installations dont le dossier de demande d'autorisation a été régulièrement déposé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.	PI	-	
Les installations existantes sont les installations régulièrement, autorisées ou bénéficiant de l'article L. 513-1 du code de l'environnement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.	PI	-	Le site est considéré comme une <b>installation existante</b> .
<b>Le présent arrêté s'applique aux installations existantes à l'exception des dispositions prévues aux articles 3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 (points c et d), 24 (dernier alinéa), 25, 27, 29 et 39.</b>	PI	-	Les cases grisées sont les exigences non applicables pour les installations existantes.
Cet arrêté s'applique sans préjudice des prescriptions auxquelles ces installations existantes sont déjà soumises et qui demeurent applicables.	PI	-	
Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :	PI	-	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
- les articles 5, 11, 12, 13 et 39 ne s'appliquent qu'à la partie constructive de l'extension. Les locaux existants restent, pour ces articles, soumis aux dispositions antérieures ;	PI	-	Les cases bleu sont les exigences non applicables pour les installations existantes mais applicable uniquement au nouvel atelier de traitement de surface.
- l'article 14 (points c et d) est applicable, pour la partie existante de l'installation, dans le délai d'un an suite au dépôt du nouvel enregistrement ;	PI	-	
- les autres articles du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble de l'installation.	PI	-	
<b>Article 2 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Définitions.</b>			
<b>Titre Ier : Dispositions générales applicables à l'ensemble des installations</b>			
<b>Chapitre Ier : Dispositions générales</b>			
<b>Article 3 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Conformité de l'installation.</b>			
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.			
L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.			
<b>Article 4 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Dossier Installation classée.</b>			
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :			
- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;			
- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;			
- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;			
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :			
- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 8) ;			
- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 8) ;			
- le plan général des ateliers et stockages indiquant les zones de danger ainsi que le plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation (cf. article 10) ;			
- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ;			
- le schéma de tous les réseaux régulièrement mis à jour (cf. article 15) ;			
- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 17) ;			
- les consignes d'exploitation (cf. article 22) ;			
- le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 22) ;			
- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 26) ;			
- le plan des réseaux de collecte des effluents et la justification du dimensionnement du bassin de confinement (cf. articles 20 et 27) ;			
- en cas de raccordement à une station d'épuration collective, étude de raccordement justifiant de l'aptitude au traitement des rejets (article 33) ;			
- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 35) ;			
- les justificatifs relatifs à l'élimination des déchets (cf. article 42) ;			
- le programme de surveillance des émissions (cf. article 44) ;			
- les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 46) ;			
- le schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation (cf. article 48.5) ;			
- les résultats de l'autosurveillance air (cf. articles 49 et 58) ;			
- le plan de gestion des solvants si l'installation consomme plus d'une tonne de solvant par an (cf. article 51).			
Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Chapitre II : Implantation et aménagement</b>			
<b>Article 5 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Implantation.</b>			
Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public.	A	C	Le projet est à plus de 20 mètres des habitations et les établissements recevant du public.
L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	A	C	
<b>Article 6 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Intégration dans le paysage et envol des poussières.</b>			
L'exploitant adopte les dispositions suivantes :			
- le site est maintenu en bon état de propreté ;	A	C	
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;	A	C	
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;	A	C	
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;	A	C	
- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	A	C	
<b>Chapitre III : Exploitation</b>			
<b>Article 7 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Surveillance et accès à l'installation.</b>			
Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.	A	C	L'exploitant a désigné des responsables pour les ateliers. Une organisation HSE est en place, pour l'ensemble du site.
Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.	A	C	
<b>Article 8 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Gestion des produits.</b>			
L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	A	C	Le site comporte les FDS des produits et informe les salariés des risques et consignes à respecter. Une organisation d'acceptation de nouveaux produits chimiques est présente.
L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	A	C	Le site a une organisation permettant de connaître, la quantité de produits leur localisation. De plus, un PER existe.
La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.	A	C	
Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.	A	C	
<b>Article 9 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Propreté de l'installation.</b>			
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	A	C	
Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.	A	C	
<b>Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions</b>			
<b>Section I : Généralités</b>			
<b>Article 10 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	A	C	Le site dispose d'un PER et une étude de dangers avait été réalisée. De plus, à chaque projet, un Porté A Connaissance est réalisé afin de déterminer les éventuels nouveaux dangers et les moyens de maîtriser nécessaires. Dans le dossier d'enregistrement les risques du nouveau projet ont été identifiés.
Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.	A	C	Ces produits sont recensés dans le PER.
L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).	A	C	Il existe un PER, qui sera mis à jour
<b>Article 11 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Comportement au feu.</b>			
Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :			
- la structure est de résistance au feu R 30 ;	A	C	
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.	A	C	
Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :	A	C	Il n'existe pas de définition exhaustive réglementaire de « local à risques ».

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
			<p>Doit être considéré comme local à risque : les chaufferies, les locaux de charge, les stockages de produits chimique inflammables.</p> <p>Il n'y aura pas de stockage de produits dans l'atelier de traitement de surface. Les bains de traitement ne sont pas réalisés avec des produits inflammables ou combustible.</p> <p>Les seuls locaux à risque dans ce nouvel atelier sont les locaux TGBT</p>
- murs et parois séparatifs REI 120 ;	A	C	Locaux électriques aillant les caractéristiques conformes
- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;	A	C	Locaux électriques aillant les caractéristiques conformes
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.	A	C	Locaux électriques aillant les caractéristiques conformes
En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque aux deux conditions suivantes :	/		
- les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie définis à l'article 14 ci-après.	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
- la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.	A	C	
Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	A prévoir	Ces documents seront conservés suite à la construction du nouveau bâtiment
S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.	NA		
<b>Article 12 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Accessibilité.</b>			
<b>I. Accès au site</b>			
L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	A	C	
Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	A	C	
L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	A	C	
<b>II. Voie « engins »</b>	/		Le SDIS a validé le PER
Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :			
- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;	A	C	
- l'accès au bâtiment ;	A	C	
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;	A	C	
- l'accès aux aires de stationnement des engins.	A	C	
Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.			
Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :	-	-	
- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;	A	C	
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;	A	C	
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;	A	C	
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins.	A	C	
En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	A	C	
Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.	A	C	Plan de masse annexé au dossier
III. Aires de stationnement			
III.1. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens	A	C	Une aire de mise en station prévue à proximité du nouveau bâtiment
Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II.	A	C	
Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.	A	C	
Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.	A	C	
Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.	A	C	
Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8	NA		

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.			
Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.	NA		
Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes :	A	C	
- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;	A	C	
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;	A	C	
- un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sous réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;	A	C	
- elle comporte une matérialisation au sol ;	A	A prévoir	
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;	A	A prévoir	
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;	A	A prévoir	
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm <sup>2</sup> .	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
III.2. Aires de stationnement des engins			
Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.	A	C	3 poteaux incendie
Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.	A	C	
Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.	A	C	
Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :	A	C	
- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;	A	C	
- elle comporte une matérialisation au sol ;	A	C	
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;	A	C	
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;	A	C	
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.	A	C	
IV. Documents à disposition des services d'incendie et de secours			
L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :			
- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;	A	C	Le PER sera remis à jour
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.	A	C	Le PER sera remis à jour
<b>Article 13 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Désenfumage.</b>			
Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.	A	C	Lanterneau de désenfumage
Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :			
- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m <sup>2</sup> ;	A	C	Surface du nouveau bâtiment 1500 m <sup>2</sup>
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m <sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.	NA		
En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.	A	C	
Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.	A	A prévoir	
Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.	A	C	
Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.	A	A prévoir	
Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.	A	C	
Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.	A	A prévoir	Etude en cours pour installer ou pas un système de déclenchement de l'extinction automatique
<b>Article 14 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.</b>			



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :			
a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;	A	C	
b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.	A	C	
c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :			
- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;			
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.			
Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.			
S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :			
- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;			
- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;			
- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.			
Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.			
Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;			
d) D'un dispositif de détection automatique (en cas d'emploi de liquides inflammables).			
e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	A	C	
L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.	A	C	
<b>Article 15 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Canalisations.</b>			
Les canalisations de transport de fluides dangereux et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont accessibles et peuvent être inspectées. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	C	Ces aspects sont intégrés dans le plan de maintenance du site, des contrôles annuels sont effectués.
Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.	A	C	
Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	A	C	
Le repérage des bouches de dépotage des produits chimiques permet de les différencier afin d'éviter les mélanges de produits lors des livraisons.	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
L'ensemble des appareils susceptibles de contenir des substances ou mélanges dangereux est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.	A	C	
Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	A	C	
<b>Section II : Dispositif de prévention des accidents</b>			
<b>Article 16 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
Matériels utilisables en atmosphères explosibles.			
Dans les parties de l'installation visées à l'article 10 (produits inflammables) et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	A	C	Le site a réalisé une étude ATEX et mis en place les actions associées.  Zone ATEX : cabine de poudrage (détection incendie + extinction au CO2)
<b>Article 17 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Installations électriques, éclairage et chauffage.</b>			
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	A	C	
Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	A	C	Une consigne existe
Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	A	C	
Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.	A	C	Les locaux sont chauffés par de l'eau chaude. (centrale de traitement d'air approvisionnée en eau chaude)

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.	NA		
<b>Article 18 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Ventilation des locaux.</b>			
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.	A	C	
La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).	A	C	
<b>Article 19 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Systèmes de détection automatique.</b>			
Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.	A	Prévue	le nouvel atelier sera muni de détecteur automatique d'incendie pour les locaux électriques et d'une détection multi-ponctuelle dans l'atelier.
L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	A prévoir	Les études de dimensionnement du sprinklage seront disponibles sur le site et les installations seront périodiquement vérifiées et entretenues.
<b>Section III : dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>			
<b>Article 20 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Stockages et rétentions.</b>			
I. Dispositions générales			
Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.	A	C	
Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :	A	C	
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;	A	C	
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.	A	C	
Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :	A	C	
- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;	A	C	
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;	A	C	
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.	A	C	
La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.	A	C	
L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.	A	C	
Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.	A	C	
Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.	A	C	
Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	A	C	
II. Cuves et chaînes de traitement			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :	A	C	
- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;	A	C	
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.	A	C	
Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.	A	C	
III. Rétentions et bassin de confinement			
L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.	A	C	
Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.	A	C	
Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.	A	C	
IV. Chargement et déchargement			
Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.	A	C	Aire de dépotage prévue reliée à une rétention
V. Réserves de produits et matières consommables	A	C	
L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, comme, par exemple, résines échangeuses d'ions, manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, pièces d'usure, électrodes de mesures de pH.	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Section IV : Dispositions d'exploitation</b>			
<b>Article 21 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Travaux.</b>			
Dans les parties de l'installation recensées à l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :	A	C	
- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;	A	C	
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;	A	C	
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;	A	C	
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;	A	C	
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.	A	C	
Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.	A	C	
Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.	A	C	
Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter un point chaud sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.	A	C	
Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Article 22 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Consignes et protection individuelle.</b>			
I. Consignes de sécurité			
Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :	A	C	
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;	A	A prévoir	
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;	A	A prévoir	
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ;	A	A prévoir	
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;	A	A prévoir	
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;	A	A prévoir	
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;	A	A prévoir	
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;	A	A prévoir	
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ;	A	A prévoir	
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;	A	A prévoir	
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;	A	A prévoir	
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.	A	A prévoir	
L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.	A	C	
II. Consignes d'exploitation			
Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :	A	A prévoir	



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;	A	A prévoir	
- la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ;	A	A prévoir	
- la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation pour une production journalière ;	A	A prévoir	
- la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé.	A	A prévoir	
Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	A prévoir	
III. Protection individuelle			
Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	A	C	
<b>Chapitre V : Emissions dans l'eau</b>			
<b>Section I : Principes généraux</b>			
<b>Article 23 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Applicabilité.</b>			
Les articles 32, 33, 34, 35 et 46 ne sont pas applicables aux installations ne présentant pas de rejets dans l'eau liés à l'activité (eaux de rinçage, de process, purges, etc.).			Les installations 2565 du site ne génèrent aucun rejet aqueux. Les concentrats sont traités comme des déchets dangereux Les rejets EP du site font l'objet de mesures périodiques.
<b>Article 24 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière de :	NA		Les installations 2565 du site ne génèrent aucun rejet aqueux. Les concentrats sont traités comme des déchets dangereux Les rejets EP du site font l'objet de mesures périodiques.
- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;			
- réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).			
Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.			
<b>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</b>			
<b>Article 25 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Prélèvements d'eau.</b>			
Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.			
L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.			
La réfrigération en circuit ouvert est interdite.			
<b>Article 26 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Ouvrages de prélèvements.</b>			
Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	NA	SO	Absence d'utilisation d'eau pour les process 2565  Les installations de prélèvement d'eau ont bien un compteur.

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.	NA		Les installations de prélèvement d'eau ont bien un système de disconnection.
Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 de code de l'environnement.	NA		L'eau utilisée sur le site provient du réseau d'eau de ville.
<b>Section III : Collecte et rejet des effluents</b>			
<b>Article 27 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
Collecte des effluents.			
Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées, etc.) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.			
En complément des dispositions prévues à l'article 15, les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.			
Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.			
<b>Article 28 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Points de rejets.</b>			
Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.			
Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
<b>Article 29 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Rejet des eaux pluviales.</b>			
En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.			
Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.			
<b>Article 30 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Eaux souterraines.</b>			
Tout déversement d'eaux résiduaires en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration, etc.), total ou partiel, est interdit.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
Tout déversement à l'intérieur des périmètres de protection des gîtes conchylicoles et des périmètres rapprochés des captages d'eau potable est interdit.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
<b>Section IV : Valeurs limites d'émission</b>			
<b>Article 31 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Généralités.</b>			
Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.			
<b>Article 32 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Température et pH.</b>			
La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.			
Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les effets du rejet, mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, respectent également les dispositions suivantes :	/	/	
- ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, de 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ;	/	/	
- ne pas induire une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;	/	/	
- maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques ;	/	/	
- ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.	/	/	
<b>Article 33 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>VLE pour le rejet direct ou raccordé.</b>			
I. Les rejets d'eaux résiduaires se font exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils respectent notamment les valeurs limites d'émission fixées ci-après.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
II. Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration industrielle/ 2750, mixte/ 2752 ou urbaine) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions, en sortie de l'installation, des polluants autres que les macropolluants sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.	/		
Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par les collectivités auxquelles appartient le réseau.	/		
III. Sans préjudice des dispositions de l'article 24, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes.	/		
Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2e alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.	/		
Les valeurs limites d'émission en concentration sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.	/		
Le rejet est dit direct lorsqu'il s'effectue dans le milieu naturel après la station de traitement de l'installation.	/		
Le rejet est dit raccordé lorsqu'il s'effectue dans le réseau de collecte d'une station d'épuration extérieure.	/		
Sans préjudice des valeurs limites d'émission en concentration définies aux articles suivants, les rejets de cadmium n'excèdent pas 0,3 gramme par kilogramme de cadmium utilisé.	/		
1. Polluants spécifiques du secteur d'activité	/		
2. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau	/		
3. Autres polluants	/		
<b>Article 34 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Caractérisation des valeurs limites.</b>	NA		Les installations 2565 n'ont pas de rejet d'eau.
<b>Section V : Traitement des effluents</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Article 35 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>	NA		
<b>Installations de traitement.</b>			
Les installations de traitement des effluents sont conçues de manière à tenir compte des variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.	NA		
Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.	NA		
Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	NA		
La détoxification des eaux résiduelles est effectuée soit en continu, soit par bâchées.	NA		
Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser sont effectués soit en continu, soit à chaque bâchée, selon la méthode de traitement adoptée.	NA		
L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification est aménagé pour permettre ou faciliter la mesure de débit et l'exécution des prélèvements.	NA		
<b>Chapitre VI : Emissions dans l'air</b>			
<b>Section I : Généralités</b>			
<b>Article 36 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Dispositions générales.</b>			
Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.	A	C	Captation prévue Les bacs de dégraissage et de conversion seront captés et rejetés en toiture

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.	A	C	
Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.	A	C	
Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.	NA		
<b>Section II : Rejets à l'atmosphère</b>			
<b>Article 37 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Points de rejets.</b>			
Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.	A	C	
Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.	A	C	
La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.	A	C	
<b>Article 38 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Points de mesures.</b>			
Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils	A	C	



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.			
<b>Article 39 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Hauteur des conduits d'extraction.</b>			
Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.	A	C	Prévu dans le projet
<b>Section III : Débit et mesure</b>			
<b>Article 40 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
(Arrêté du 17 décembre 2020, article 4)			
Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ».	PI		
Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.	PI		
Les valeurs limites d'émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux non dilués.	PI		
<b>Chapitre VII : Bruit, vibration</b>			
<b>Article 41 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Bruit et vibration.</b>	A	-	Cet aspect n'a pas été vérifié lors de cet audit. Il est géré au niveau global sur le site. Mesures de bruit faites en limite de propriété Mesures prévues à la fin de travaux du nouvel atelier
<b>Chapitre VIII : Déchets</b>			
<b>Article 42 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Généralités.</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les déchets générés, y compris l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains ou solvants usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc.).	A	C	
Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.	A	C	
Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.	A	C	
L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.	A	C	
<b>Article 43 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Brûlage.</b>	A	C	
Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit.			
<b>Chapitre IX : Surveillance des émissions</b>			
<b>Section I : Surveillance des émissions</b>			
<b>Article 44 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Généralités.</b>			
L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.	A	C	
En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I.	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.	A	C	
<b>Section II : Emissions dans l'air</b>			
<b>Article 45 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
<b>Dispositions générales.</b>			
I. Dispositions générales			
La surveillance des rejets dans l'air porte sur :			
- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;	A	A prévoir	
- les valeurs limites d'émissions.	A	A prévoir	
Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.	A	A prévoir	
<b>Section III : Emissions dans l'eau</b>			
<b>Article 46 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
I. Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé, etc.) non chargés de produits toxiques.	NA		Absence de rejets d'eau pour les installations 2565.
En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet.	NA		
II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.	NA		

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
III. Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues.	NA		
Des mesures du niveau des rejets en cyanures totaux et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.	NA		
Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer permettent une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.	NA		
- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures totaux et en chrome hexavalent ;	NA		
- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet.	NA		
Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.	NA		
Ce laboratoire de prélèvement et d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).	NA		
Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.	NA		
Concernant les rejets des autres substances, lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux :	NA		
<b>Section IV : Impact sur les eaux souterraines</b>			
<b>Article 47 de l'arrêté du 9 avril 2019</b>			
L'exploitant d'une installation où sont présentes plus de 5 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger H310, H330 ou H370 ou 50 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
H300, H301, H311, H331, H350, H351 ou H372 réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :			
- un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique jointe au dossier d'enregistrement ;	A	C	
- deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée ci-dessus.	A	C	
L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.	A	C	
Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.	A	C	
<b>Titre II : Dispositions particulières applicables à l'ensemble des installations relevant de la rubrique 2564</b>	NA		Site soumis à la 2565

**Arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations  
Relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940**

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Chapitre Ier : Dispositions générales</b>			
<b>Article 1.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2940.	PI	-	Le site est désormais en enregistrement 2940-2 et 2940-3 (et il était en autorisation 2940-2 et 2940-3 avant que la nomenclature ne change).
Le présent arrêté s'applique aux installations nouvelles enregistrées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.	PI	-	
Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées en application d'un arrêté d'autorisation ou bénéficiant de l'article L. 513-1 du code de l'environnement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.	PI	-	Le site est considéré comme une <b>installation existante</b> .
Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes dans les conditions précisées en annexe I. Les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.	PI	-	Les cases grisées sont les exigences non applicables pour les installations existantes.
Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :	PI	-	
- les <b>articles 2.1, 4.2, 4.3, 4.4 et 6.4 ne s'appliquent qu'à la partie constructive de l'extension</b> . Les locaux existants restent, pour ces articles, soumis aux dispositions antérieures ;	PI		Les cases bleu sont les exigences non applicables pour les installations existantes mais applicable uniquement au projet.
- les autres articles sont applicables à l'ensemble de l'installation.	PI	-	
<b>Article 1.2 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Définitions.</b>	PI	-	
<b>Article 1.3 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Conformité de l'installation.</b>			

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.			
<b>Chapitre II : Implantation et aménagement</b>			
<b>Article 2.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Règles d'implantation.</b>			
Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités visées par la rubrique 2940 sont situés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements tiers recevant du public.	A	C	Le projet est à plus de 10 mètres des limites de propriétés
L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	A	C	
<b>Article 2.2 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Intégration dans le paysage.</b>			
L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).			
Chapitre III : Exploitation			
<b>Article 3.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Surveillance de l'installation.</b>			
L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	A	C	L'exploitant a désigné des responsables pour les ateliers. Une organisation HSE est en place, pour l'ensemble du site.
<b>Article 3.2 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Contrôle de l'accès.</b>			
Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.	A	C	Le site est entièrement clôturé et avec un poste de gardiennage.
Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance n'aient pas accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	A	C	Le site est entièrement clôturé et avec un poste de gardiennage.
<b>Article 3.3 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Gestion des produits.</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	A	C	Le site comporte les FDS des produits et informe les salariés des risques et consignes à respecter. Une organisation d'acceptation de nouveaux produits chimiques est présente.
L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	A	C	Le site a une organisation permettant de connaître, la quantité de produits leur localisation. De plus, un PER existe.
<b>Article 3.4 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Propreté de l'installation.</b>			
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	A	C	
<b>Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions</b>			
<b>Section I : Généralités</b>			
<b>Article 4.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Localisation des risques.</b>			
L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.	A	C	Le site dispose d'un PER et une étude de dangers avait été réalisée. De plus, à chaque projet, un Porté A Connaissance est réalisé afin de déterminer les éventuels nouveaux dangers et les moyens de maîtriser nécessaires. Dans le dossier d'enregistrement les risques du nouveau projet ont été identifiés.
L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.	A	C	Il existe un PER, qui sera mis à jour. Nouveau risque signalé dans le nouvel atelier

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.	A	C	Il existe un PER, qui sera mis à jour.
Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.	A	C	Ces produits sont recensés dans le PER.
<b>Section II : Dispositions constructives</b>			
<b>Article 4.2 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Comportement au feu.</b>			
Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :			
- la structure est de résistance au feu R 30 ;	A	C	Justificatif sera remis à la fin du projet
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.	A	C	Trois murs périphériques à l'installation sont neufs et A2s1d0 (bardage métallique avec isolation laine minérale). Le dernier mur périphérique est constitué par le mur existant maçonné donc lui aussi A2s1d0. Ce mur existant sera revêtu d'un bardage métallique simple peau.
Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :			
- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) R 30 si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et R 60 si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;	A	C	Locaux électriques aillant les caractéristiques conformes
- plancher haut ou mezzanine REI 60 ;	NA		
- murs extérieurs RE 30 ;	A	C	
- portes RE 30, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Cette disposition ne s'applique pas aux zones de peinture avec convoyeur traversant.	A	C	
- le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :	/		
- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;	A	C	
- soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.	NA		
Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement.	NA		
Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	A	C	
Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	A prévoir	
<b>Article 4.3 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Accessibilité.</b>			
I. Accès au site			
L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	A	C	
Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	A	C	
L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	A	C	
II. Voie « engins »	/		Le SDIS a validé le PER
Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :			
- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;	A	C	
- l'accès au bâtiment ;	A	C	
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;	A	C	
- l'accès aux aires de stationnement des engins.	A	C	

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.			
Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :	-	-	
- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;	A	C	
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;	A	C	
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;	A	C	
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;	A	C	
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins.	A	C	
En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	A	C	
Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.	A	C	Plan de masse annexé au dossier
III. Aires de stationnement			
III.1. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens	A	C	Une aire de mise en station prévue à proximité du nouveau bâtiment
Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II.	A	C	
Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.	A	C	

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.	A	C	
Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.	A	C	
Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.	NA		
Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.	NA		
Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes :	A	C	
- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;	A	C	
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;	A	C	
- un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sous réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;	A	C	
- elle comporte une matérialisation au sol ;	A	A prévoir	
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;	A	A prévoir	
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures	A	A prévoir	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;			
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm <sup>2</sup> .	A	C	
III.2. Aires de stationnement des engins			
Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.	A	C	3 poteaux incendie
Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.	A	C	
Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.	A	C	
Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :	A	C	
- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;	A	C	
- elle comporte une matérialisation au sol ;	A	C	
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;	A	C	
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;	A	C	
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.	A	C	
IV. Documents à jour à disposition des services d'incendie et de secours			
L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;	A	C	Le PER sera remis à jour
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.	A	C	Le PER sera remis à jour
<b>Article 4.4 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Désenfumage.</b>			
Les locaux abritant les installations visées par la rubrique 2940 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.	A	C	Lanterneau de désenfumage
Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :			
- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m <sup>2</sup> ;	A	C	Surface du nouveau bâtiment 1500 m <sup>2</sup>
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m <sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.	NA		
En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.	A	C	
Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.	A	A prévoir	
Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.	A	C	
Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.	A	A prévoir	
Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque local abritant l'installation	A	C	
Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.	A	A prévoir	Etude en cours pour installer ou pas un système de déclenchement de l'extinction automatique
<b>Article 4.5 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</b>			
L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :			
a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;			
b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;			
c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;			
d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :			
- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;			
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.			
Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.			
S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :			
- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;			
- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;			
- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.			
Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.			
Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.			
L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;			
e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.			
L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.			
Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.			
<b>Article 4.6 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Tuyauteries et canalisations.</b>			
Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	A	C	Ces aspects sont intégrés dans le plan de maintenance du site, des contrôles annuels sont effectués.
<b>Section III : Dispositif de prévention des accidents</b>			
<b>Article 4.7 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Matériels utilisables en atmosphères explosibles.</b>			
Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R.	A	C	Le site a réalisé une étude ATEX et mis en place les actions associées.



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.			Zone ATEX : cabine de poudrage (détection incendie + extinction au CO2)
Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières inflammables. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).	A	C	L'installation de Peinture Poudre possèdera un système de captation et de filtration (avec rejet en atelier). Il existera un système d'extinction automatique dans la ventilation du poudrage.
<b>Article 4.8 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Installations électriques et chauffage.</b>			
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	A	C	
Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	A	C	Une consigne existe
Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.	A	C	Les locaux sont chauffés par de l'eau chaude. (centrale de traitement d'air approvisionnée en eau chaude)
<b>Article 4.9 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Ventilation des locaux.</b>			
Les locaux contenant l'installation sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.			
La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).			

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Article 4.10 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Systèmes de détection et extinction automatiques.</b>			
Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.	A	C	le nouvel atelier sera muni de détecteur automatique d'incendie pour les locaux électriques et d'une détection multi-ponctuelle dans l'atelier.
L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	A prévoir	Les études de dimensionnement du sprinklage seront disponibles sur le site et les installations seront périodiquement vérifiées et entretenues.
En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.	A	A prévoir	
<b>Article 4.11 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
Dispositions particulières applicables aux cabines de peinture et aux étuves ou fours de séchage utilisant des liquides ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226).	NA		Peintures poudre non concernées
Le débit d'extraction des vapeurs des cabines de peinture par pulvérisation ainsi que des étuves ou fours de séchage est dimensionné et réglé de telle sorte que la concentration maximale des solvants dans l'air est toujours inférieure à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les produits appliqués.	NA		
Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation.	NA		
Les installations de séchage ou cuisson disposent de systèmes de sécurité <b>permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement</b> (température, autre paramètre) pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.	NA		
Les cabines d'application par pulvérisation de produits de revêtement organiques conformes à la norme NF EN 16985 version décembre 2018 et	NA		

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
les cabines de séchage conformes à la norme NF EN 1539 version 2015 sont présumées répondre aux dispositions ci-dessus.			
<b>Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>			
<b>Article 4.12 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Capacité de rétention.</b>			
I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :			
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;			
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.			
Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.			
Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :			
- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;			
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;			
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.			
II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.			
L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.			
Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.			
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.			
Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et dans les conditions énoncées ci-dessus.			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.			
IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.			
<b>Article 4.13 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Rétention et isolement.</b>			
Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.			
En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.			
En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.			
Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.			
Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :			
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;			

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;			
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.			
L'évacuation des effluents recueillis se fait dans les conditions prévues aux chapitres V ou IX selon la composition des effluents.			
<b>Section V : Dispositions d'exploitation</b>			
<b>Article 4.14 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Travaux.</b>			
Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :	A	C	
- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;	A	C	
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;	A	C	
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;	A	C	
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;	A	C	
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.	A	C	
Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection, défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.	A	C	
Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf	A	C	

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.			
Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	A	C	
<b>Article 4.15 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Vérification périodique et maintenance des équipements.</b>			
I. Règles générales			
L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.	A	C	
Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	A	C	
Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.	A	C	
II. Protection individuelle			
Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	A	C	
<b>Article 4.16 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation.</b>			
La présence dans les ateliers de substances et mélanges dangereux et de produits combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et ne peut en aucun cas dépasser la production journalière autorisée.			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Les éventuels rebuts de production sont évacués régulièrement.			
Les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre.			
Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention			
<b>Chapitre V : Émissions dans l'eau</b>			
<b>Section I : Principes généraux</b>			
<b>Article 5.1.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
Applicabilité.			
Les articles 5.10, 5.11, 5.12 et 10 ne sont pas applicables aux installations ne présentant pas de rejets dans l'eau liés à l'activité (eaux de rinçage, de process, purges, etc.). Les justificatifs sont joints au dossier d'enregistrement.			
<b>Article 5.1.2 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.</b>			
Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de :	NA		Les installations 2940-2 et 2940-3 du site ne génèrent aucun rejet aqueux. Les rejets EP du site font l'objet de mesures périodiques.
- compatibilité avec le milieu récepteur ;			
- suppression des émissions de substances dangereuses.			
Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.			
La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	NA		Les installations 2940-2 et 2940-3 du site ne génèrent aucun rejet aqueux.
<b>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</b>			

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
<b>Article 5.2 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Prélèvement d'eau.</b>			
Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.			
Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.			
La réfrigération en circuit ouvert est interdite.			
<b>Article 5.3 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Ouvrages de prélèvements.</b>			
Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	NA	SO	Absence d'utilisation d'eau pour les process 2940-2 et 2940-3.  Les installations de prélèvement d'eau ont bien un compteur.
Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.	NA		Les installations de prélèvement d'eau ont bien un système de disconnection.
Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.	NA		L'eau utilisée sur le site provient du réseau d'eau de ville.
<b>Section III : Collecte et rejet des effluents</b>			
<b>Article 5.4 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Collecte des effluents.</b>			
Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.			
Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres			



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.			
Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.			
<b>Article 5.5 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Points de rejets.</b>			
Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.			
Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.			
<b>Article 5.6 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Rejet des eaux pluviales.</b>			
Les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.			
Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à la section IV.			
<b>Article 5.7 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Eaux souterraines.</b>			
Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.			
<b>Section IV : Valeurs limites d'émission</b>			
<b>Article 5.8 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Généralités.</b>			
Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.			
<b>Article 5.9 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé).</b>			
La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C sauf si la température en amont dépasse 30° C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau	NA		Les installations 2940 n'ont pas de rejet d'eau.

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50° C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.			
Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.	NA		Les installations 2940 n'ont pas de rejet d'eau.
En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables :	NA		Les installations 2940 n'ont pas de rejet d'eau.
a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les effets du rejet, mesurés dans les mêmes conditions que précédemment, respectent également les dispositions suivantes :		/	
- ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, de 3° C pour les eaux cyprinicoles et de 2° C pour les eaux conchyliques ;		/	
- ne pas induire une température supérieure à 21,5° C pour les eaux salmonicoles, à 28° C pour les eaux cyprinicoles et à 25° C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;		/	
- maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques ;		/	
- ne pas entraîner un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques ;		/	
b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.	NA		Les installations 2940 n'ont pas de rejet d'eau.
<b>Article 5.10 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel.</b>			
Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.	NA		Les installations 2940 n'ont pas de rejet d'eau.

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.		/	
Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.		/	
Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :			
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)		SO	
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)		/	
100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j		/	
35 mg/l au-delà		/	
DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)		/	
100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j		/	
30 mg/l au-delà		/	
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)		/	
300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j		/	
125 mg/l au-delà		/	
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.		/	
2. Azote et phosphore		SO	
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)		/	
30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j		/	
15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j		/	
10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j		/	
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la		/	

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire																																																																	
station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.																																																																				
Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350)		/																																																																		
10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j		/																																																																		
2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j		/																																																																		
1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j		/																																																																		
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.		/																																																																		
3. Substances spécifiques du secteur d'activité		SO																																																																		
<table><tr><th colspan="5">3. Substances spécifiques du secteur d'activité</th></tr><tr><th></th><th>N° CAS</th><th>Code SANDRE</th><th>Valeur limite de concentration</th><th>Seuil de flux</th></tr><tr><td>Chrome hexavalent et composés (en Cr<sup>6+</sup>)</td><td>18540-29-9</td><td>1371</td><td>0,05 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 1 g/j</td></tr><tr><td>Chrome et ses composés (en Cr)</td><td>7440-47-3</td><td>1389</td><td>0,1 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 5 g/j</td></tr><tr><td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td><td>7440-50-8</td><td>1392</td><td>0,15 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 5 g/j</td></tr><tr><td>Nickel et ses composés (en Ni)</td><td>7440-02-0</td><td>1386</td><td>0,2 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 5 g/j</td></tr><tr><td>Zinc et ses composés (en Zn)</td><td>7440-66-6</td><td>1383</td><td>0,8 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 20 g/j</td></tr><tr><td>Trichlorométhane (chloroforme)</td><td></td><td>1135</td><td>50 µg/l</td><td>Si le rejet dépasse 2 g/j</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)</td><td>-</td><td>1106 (AOX)</td><td>1 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 30 g/j</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>-</td><td>7009</td><td>10 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 100 g/j</td></tr><tr><td>Tétrachloroéthylène</td><td>127-18-4</td><td>1272</td><td>25 µg/l</td><td>Si le rejet dépasse 1 g/j</td></tr><tr><td>Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)</td><td>1975-09-02</td><td></td><td>50 µg/l</td><td>Si le rejet dépasse 2 g/j</td></tr><tr><td colspan="5">(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</td></tr></table>	3. Substances spécifiques du secteur d'activité						N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux	Chrome hexavalent et composés (en Cr <sup>6+</sup> )	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	Si le rejet dépasse 20 g/j	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	Si le rejet dépasse 30 g/j	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j	(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.						/	
3. Substances spécifiques du secteur d'activité																																																																				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux																																																																
Chrome hexavalent et composés (en Cr <sup>6+</sup> )	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j																																																																
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j																																																																
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j																																																																
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j																																																																
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	Si le rejet dépasse 20 g/j																																																																
Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j																																																																
Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	Si le rejet dépasse 30 g/j																																																																
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j																																																																
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j																																																																
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j																																																																
(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.																																																																				
Article 5.11 de l'arrêté du 12 mai 2020																																																																				
Raccordement à une station d'épuration collective.																																																																				
Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et																																																																				

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.			
Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :			
- MES : 600 mg/l ;			
- DBO5 : 800 mg/l ;			
- DCO : 2 000 mg/l ;			
- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;			
- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.			
Toutefois, les valeurs limites ci-dessus peuvent être supérieures si le gestionnaire du réseau d'assainissement l'autorise.			
Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que ceux mentionnés aux 1 et 2 de l'article 5.10 sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. Toutefois, les valeurs limites imposées à la sortie de l'installation peuvent être différentes si la station d'épuration des effluents industriels a la capacité de traiter les micropolluants.			
<b>Article 5.12 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Dispositions communes aux valeurs limites d'émission pour un rejet dans le milieu naturel ou un raccordement à une station d'épuration.</b>			
Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.			
Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans			

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.			
Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.			
Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.			
<b>Chapitre VI : Émissions dans l'air</b>			
<b>Section I : Généralités</b>			
<b>Article 6.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
Généralités.			
Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.	A	C	Les installations de PP ont un système de captation et dépoussiérage (avec rejet en atelier).
Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).	A	C	
Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.	NA		Absence de produit en vrac
<b>Section II : Rejets à l'atmosphère</b>			
<b>Article 6.2 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Points de rejets.</b>			
Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.			
Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne			

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.			
<b>Article 6.3 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Points de mesures.</b>			
Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.			
<b>Article 6.4 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Hauteur de cheminée et conditions de rejet à l'atmosphère.</b>			
Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.	NA		
La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h.	NA		Pas de rejet
En plus des dispositions de l'article 6.2, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à 1 kg/h de poussières, ou 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351, ou 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus ont une hauteur minimale comme définie ci-après.	NA		
La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.	NA		
De plus, si le rejet de composés organiques volatils dépasse 150 Kg/h ou 20 kg/h pour ceux à mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f,	NA		

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire
H341 ou H351, la hauteur de la cheminée est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.			
<b>Article 6.5 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Valeurs limites d'émission.</b>			
Poussières :			
- si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/Nm3 ;			
- si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/Nm3.			
Section III : Autres dispositions applicables			
<b>Article 6.6 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
<b>Odeurs.</b>			
Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.			
<b>Chapitre VII : Émissions dans les sols</b>			
<b>Article 7 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
Les rejets directs dans les sols sont interdits.			
<b>Chapitre VIII : Bruit et vibrations</b>			
<b>Article 8 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
Bruit et vibrations.	A	-	Cet aspect n'a pas été vérifié lors de cet audit. Il est géré au niveau global sur le site. Mesures de bruit faites en limite de propriété Mesures prévues à la fin de travaux du nouvel atelier
<b>Chapitre IX : Déchets</b>			
<b>Article 9 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>			
Généralités.			
Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.	A	C	



Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire																		
La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 3 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.	A	C																			
Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.	A	C																			
Chapitre X : Surveillance des émissions																					
Article 10 de l'arrêté du 12 mai 2020																					
Surveillance des émissions dans l'eau.																					
Que les effluents de l'installation soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.		SO	Absence de rejets d'eau pour les installations 2940.																		
<table><tr><th>Débit</th><th>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</th></tr><tr><td>Température</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>DBO₅ (**) (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Azote global</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Substances spécifiques du secteur d'activité</td><td>Si le flux est supérieur à 20 g/jour : Trimestrielle pour les rejets raccordés à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle dans le milieu naturel</td></tr></table> <p>(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet. (**) Pour la DBO₅, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p>	Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	DBO₅ (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Substances spécifiques du secteur d'activité	Si le flux est supérieur à 20 g/jour : Trimestrielle pour les rejets raccordés à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle dans le milieu naturel		SO	
Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)																				
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)																				
pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)																				
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																				
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																				
DBO₅ (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																				
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																				
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel																				
Substances spécifiques du secteur d'activité	Si le flux est supérieur à 20 g/jour : Trimestrielle pour les rejets raccordés à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle dans le milieu naturel																				
Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées		SO	Absence de rejets d'eau pour les installations 2940.																		

PI : Pour Information ; A : Applicable ; NA : Non Applicable ; C : Conforme ; NC : Non Conforme ; SO : Sans Objet

Exigences	Applicabilité	Conformité	Commentaire						
les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.									
Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.		SO	Absence de rejets d'eau pour les installations 2940.						
Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.		SO	Absence de rejets d'eau pour les installations 2940.						
Chapitre XI : Exécution									
Article 11 de l'arrêté du 12 mai 2020									
Annexe I : Dispositions applicables aux installations existantes									
Les dispositions ci-après sont applicables aux installations existantes selon le calendrier suivant :									
<table><tr><td>Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + six mois</td><td>Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + un an</td><td>Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + deux ans</td></tr><tr><td><a href="#">Articles 3.1 à 3.4, 5.1.2</a> (sauf le 4ème alinéa) et <a href="#">5.3</a></td><td><a href="#">Articles 4.1, 4.14, 4.15, 6.1 et 10</a></td><td><a href="#">Articles 4.6 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 8 et 9</a></td></tr></table>	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + six mois	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + un an	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + deux ans	<a href="#">Articles 3.1 à 3.4, 5.1.2</a> (sauf le 4ème alinéa) et <a href="#">5.3</a>	<a href="#">Articles 4.1, 4.14, 4.15, 6.1 et 10</a>	<a href="#">Articles 4.6 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 8 et 9</a>	/	/	Le tableau de cette annexe I est retranscrit avec les codes couleurs de la colonne « Applicabilité ».
Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + six mois	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + un an	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + deux ans							
<a href="#">Articles 3.1 à 3.4, 5.1.2</a> (sauf le 4ème alinéa) et <a href="#">5.3</a>	<a href="#">Articles 4.1, 4.14, 4.15, 6.1 et 10</a>	<a href="#">Articles 4.6 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 8 et 9</a>							
Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes. Dans l'attente de l'applicabilité de ces dispositions, les dispositions correspondantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation demeurent applicables.	/	/	Le tableau de cette annexe I est retranscrit avec les codes couleurs de la colonne « Applicabilité ».						



## **B - DEMANDE DE DEROGATION**



L'implantation du nouvel atelier ainsi que les dispositions constructives sont conformes aux arrêtés :

- du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique)
- du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940

**L'exploitant ne demande aucune dérogation.**